

No. 41941

Mali, Burkina Faso, Niger and Senegal

Agreement establishing the "Karanta" Foundation for support of non-formal education policies and including in annex the Statutes of the Foundation (with annex and Statute). Dakar, 15 December 2000

Entry into force: *provisionally on 15 December 2000 by signature, in accordance with article 8*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Mali, 1 November 2005*

Mali, Burkina Faso, Niger et Sénégal

Convention portant création de la Fondation "Karanta" pour l'appui aux politiques d'éducation non formelle et comportant en annexe les Statuts de la Fondation (avec annexe et statut). Dakar, 15 décembre 2000

Entrée en vigueur : *provisoirement le 15 décembre 2000 par signature, conformément à l'article 8*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Mali, 1er novembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION PORTANT CRÉATION DE LA FONDATION “KARANTA” POUR L'APPUI AUX POLITIQUES D'EDUCATION NON FORMELLE

Le Gouvernement du Burkina Faso, le Gouvernement de la République du Mali, le Gouvernement de la République du Niger, le Gouvernement de la République du Sénégal

Considérant les dispositions de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) du 23 mai 1963 qui recommandent la solidarité et l'unité africaines,

Rappelant que la 32^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA réunie à Yaoundé (Cameroun) en juin 1996 a proclamé une Décennie de l'Education en Afrique pour la période 1997-2006 (Rés. AHG/Rés 251 (XXXII)) dont le programme d'action a été adopté à Alger (Algérie) en Juillet 1999 par la 35^e session de l'Organisation panafricaine,

Ayant en vue les divers instruments régionaux et sous régionaux d'intégration africaine,

Désireux de trouver et de mettre en oeuvre des solutions qui permettent dans les pays concernés d'une part, de pallier les défaillances du système formel d'éducation et, d'autre part, d'aider ce système, grâce à des transferts d'expertise en provenance du secteur non formel, à s'adapter aux défis éducatifs des prochaines décennies et à assumer progressivement la plus large part du processus de création et de transmission des savoirs,

Considérant à cet égard, les diverses initiatives des institutions éducatives tant au niveau africain qu'à l'échelle internationale, notamment celles qui ont eu pour cadre, la Réunion des Ministres de l'Education de l'Afrique à Dakar (MINEDAF, juin 1991), le Forum des Ministres ayant en charge l'Education de base avec la création de l'Observatoire des perspectives de Ségou (1995) et l'Initiative spéciale pour l'Afrique (1996) préconisée par l'Organisation des Nations Unies,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. Création

Il est créé, entre les pays qui sont parties à la présente convention, une institution non lucrative d'utilité publique internationale dénommée “Fondation KARANTA pour l'Appui aux Politiques d'Education Non Formelle” ci-après désignée la Fondation.

Le présent texte comporte en annexe les statuts de la Fondation.

Article 2. Buts

La Fondation a pour principale mission d'assister les Ministres en charge de l'Education de base non formelle des pays qui adhèrent à la présente convention, dans la conception, l'élaboration et la mise en place de politiques d'éducation non formelle permettant de répondre aux multiples besoins de formation et d'insertion professionnelle exprimés dans ces pays à travers une réflexion commune et des actions concertées de ces derniers, par des

moyens de coordination des efforts des différents acteurs engagés en partenariat dans le développement de l'éducation.

Article 3. Etats membres

Les Etats membres de la Fondation sont les Etats signataires de la Convention et engagés à contribuer durant une période qui ne saurait excéder cinq années à la constitution de l'ensemble de leurs parts de dotation en capital de la Fondation représentant 10 % de la totalité du capital de la Fondation qui s'élève à trente millions de dollars US.

Tout pays africain n'ayant pas adhéré à la convention peut demander à devenir membre de la Fondation et s'engager, dès son adhésion, à libérer en tranches annuelles sa part de contribution volontaire au capital de la Fondation durant la portion restante du délai fixé à l'article 3 de la Convention.

Au terme du délai de cinq (05) ans, tout nouvel Etat membre devra s'acquitter de l'intégralité de sa contribution volontaire au capital de la Fondation dans le trimestre qui suit son adhésion à la Convention.

Article 4. Siège

Le siège de la Fondation est établi à Bamako (République du Mali).

Il peut être transféré dans tout autre pays membre par décision du Conseil de Fondation statuant en formation restreinte et à la majorité des 2/3 de ses membres.

Article 5. Personnalité juridique

La Fondation est un organisme public de droit international. Elle est une personne morale qui jouit de la pleine capacité juridique sur le plan international.

Elle jouit sur le territoire de chacun de Etats membres de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses buts.

Article 6. Privilèges et Immunités

La Fondation jouit sur le territoire de chacun des pays membres des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses buts.

Dans le pays du siège, la Fondation, ainsi que le personnel de l'Administration Générale, jouissent des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice des fonctions se rapportant à l'institution.

Article 7. Durée

La durée de la Fondation est illimitée. La Fondation peut toutefois être dissoute conformément aux dispositions de ses statuts.

Article 8. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur provisoirement dès sa signature par les Etats membres fondateurs et, définitivement, dès sa ratification par ces mêmes Etats.

La convention entrera en vigueur vis-à-vis de tout nouvel Etat dès la notification de son adhésion, par le dépositaire, aux autres Etats membres.

Article 9. Dispositions transitoires

En vue de la mise en place des premiers organes de la Fondation, il sera créé un Comité ad hoc de pilotage chargé notamment :

-- d'aider le Conseil de Fondation, dans sa formation restreinte, à coopter les représentants des autres catégories de membres;

-- d'assister le Conseil de Fondation dans la mise en oeuvre de la procédure de sélection et de nomination de l'Administrateur Général de la Fondation.

Le Comité ad hoc de pilotage est mis en place avec l'assistance du CRDI et en concertation avec les Ministres de l'Education de base des pays intéressés.

Article 10. Dépôt et enregistrement

La présente convention, ainsi que tous les instruments de ratification et d'adhésion y relatifs seront déposés auprès du gouvernement de la République du Mali qui remettra des copies certifiées conformes de la convention et de son Annexe à tous les Etats membres et leur notifiera le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion.

Le gouvernement dépositaire enregistrera la présente convention auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine et de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11. Règlement des différends

Les Etats membres parties à la Convention s'efforceront de régler leurs différends en ayant recours aux moyens pacifiques de règlement des différends conformément aux dispositions de l'article 33 de la Charte des Nations Unies, dans un esprit de bonne entente et de recherche de consensus dans le cadre des instances de la Fondation en particulier au sein du Conseil restreint du Conseil de Fondation.

Si le différend ne peut être réglé en application des dispositions du 1er alinéa du présent article, tout Etat qui en est partie peut le soumettre pour règlement à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats parties au différend ne conviennent de recourir à un tribunal arbitral.

Fait à Dakar (République du Sénégal) le 15 Décembre 2000 en un exemplaire original en français et deux copies pour l'enregistrement.

En Foi de Quoi, les Ministres Représentant les Gouvernements du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal ont Signé la Présente Convention.

Son Excellence Fidele M. Igentega
Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Burkina Faso
Son Excellence Moustapha Dicko
Ministre de l'Education de la République du Mali
Son Excellence Ibrahim Ary
Ministre de l'Education Nationale de la République du Niger
Son Excellence Becaye Diop
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale,
Chargé de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique
et de la Formation Professionnelle de la République du Sénégal

ANNEXE À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION DE LA FONDATION "KARANTA" POUR L'APPUI AUX POLITIQUES D'ÉDUCATION NON FORMELLE

TEXTE APPLICABLE DURANT LA PHASE DE TRANSITION

STATUTS DE LA FONDATION "KARANTA" POUR L'APPUI AUX POLITIQUES D'ÉDUCATION NON FORMELLE

TITRE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. Buts

La Fondation a pour principale mission d'assister les Ministres en charge de l'Éducation de base non formelle des pays qui adhèrent aux présents statuts, dans la conception, l'élaboration et la mise en place de politiques d'éducation non formelle permettant de répondre aux multiples besoins de formation et d'insertion professionnelle exprimés dans ces pays à travers une réflexion commune et des actions concertées de ces derniers, par des moyens de coordination des efforts des différents acteurs engagés en partenariat dans le développement de l'éducation.

Les buts que la Fondation se propose ainsi d'atteindre sont notamment les suivants :

1. favoriser l'élaboration, la mise en oeuvre, l'évaluation et le suivi des politiques d'éducation de base non formelle adaptées aux groupes cibles constitués par les jeunes, les femmes et les adultes;
2. stimuler la recherche orientée vers l'action;
3. favoriser le développement de l'expertise nationale nécessaire pour toutes les questions stratégiques qui touchent la conception et la mise en oeuvre de l'éducation non formelle;
4. pallier toute insuffisance de l'expertise nationale par un apport de l'expertise régionale;
5. encourager le développement de toutes innovations profitables à l'ensemble du système formel et non formel d'éducation;
6. développer une stratégie de pérennisation des ressources financières nécessaires à l'accomplissement de sa mission;
7. prendre en compte, orienter ou coordonner les efforts déployés dans le domaine concerné, notamment à travers les diverses initiatives existantes et, par l'ensemble des acteurs intéressés, en particulier les organisations non gouvernementales;
8. s'assurer de la complémentarité entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

TITRE II. ETATS MEMBRES -- MEMBRES FONDATEURS ET
DONATEURS -- LANGUE -- SIÈGE -- DURÉE

Article 2. Etats membres

Les Etats membres de la Fondation sont les Etats signataires de la Convention et engagés à contribuer durant une période qui ne saurait excéder cinq années à la constitution de l'ensemble de leurs parts de dotation en capital de la Fondation représentant 10 % de la totalité du capital de la Fondation qui s'élève à trente millions de dollars US.

Tout pays africain n'ayant pas adhéré à la convention peut demander à devenir membre de la Fondation.

L'adhésion est prononcée à l'unanimité par le Conseil de Fondation qui statue sur les demandes d'adhésion reçues directement ou par l'intermédiaire de l'Administrateur Général durant l'inter-session.

Elle n'est définitive qu'après approbation, à l'unanimité, par les Ministres ou leurs représentants réunis en formation ministérielle restreinte du Conseil de Fondation.

Article 3

La qualité d'Etat membre se perd par dénonciation régulière de la convention portant création de la Fondation ou par exclusion prononcée à la majorité des 2/3 des membres du Conseil de Fondation incluant les représentants des 2/3 des Etats membres de la Fondation et notifiée au pays concerné par le Président du Conseil de Fondation.

La décision d'exclusion doit être approuvée à l'unanimité moins une voix du Conseil restreint.

Tout nouvel Etat membre doit impérativement acquitter, dans un délai et selon des modalités fixés par le Conseil de Fondation, une contribution au capital de la Fondation s'élevant à un million de dollars US.

Le retrait par dénonciation prend effet douze mois après la date de sa notification par le pays concerné.

Article 4. Membres fondateurs, membres donateurs

- Les membres fondateurs sont les Etats qui ont contribué, par leur apport financier, à la constitution de la dotation initiale de la Fondation conformément aux dispositions de l'article 2 des présents statuts.

La liste des membres fondateurs est définitivement arrêtée par le Conseil de Fondation au terme de la période de cinq années ouverte à partir de l'entrée en vigueur des présents statuts aux fins de permettre aux membres fondateurs de libérer entièrement leur part de contribution au capital de la Fondation.

- Les membres donateurs sont les Etats ou les personnes physiques ou morales, y compris les partenaires techniques et financiers qui ont contribué au fonds de capital ou aux ressources de la Fondation et qui ont été cooptées par le Conseil de Fondation.

La liste des membres donateurs est dressée et continuellement mise à jour par le Conseil de Fondation.

Article 5. Langues de travail

La langue de travail de la Fondation est le français. Le Conseil de Fondation peut décider de l'adoption de toute autre nouvelle langue.

Article 6. Siège

Le siège de la Fondation est établi à Bamako (République du Mali).

Il peut être transféré dans tout autre pays membre par décision du Conseil de Fondation statuant en formation restreinte et à la majorité des 2/3 de ses membres.

Un accord de siège est conelu entre la Fondation et le pays d'accueil de l'Administration Générale.

Article 7. Personnalité juridique

La Fondation est un organisme public de droit international. Elle est une personne morale qui jouit de la pleine capacité juridique sur le plan international.

Elle jouit sur le territoire de chacun de Etats membres de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses buts.

Article 8. Durée

La durée de la Fondation est illimitée. La Fondation peut toutefois être dissoute conformément aux dispositions de ses statuts.

TITRE III. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA FONDATION

Article 9 (Modifié). Organes

Les organes de la Fondation sont :

- Le Conseil de Fondation
- L'Administration Générale.

A ces organes s'ajoutent, au niveau des pays membres, des comités nationaux d'appui technique ou de concertation, instances de concertation d'action et de conseil, dont les activités sont coordonnées par l'Administrateur Général.

CHAPITRE I. LE CONSEIL DE FONDATION

Article 10 (Modifié). Composition

Le Conseil de Fondation se compose ainsi qu'il suit:

- Le Ministre chargé de l'Education de base de chacun des pays membres ou son représentant,
- 3 représentants des principaux partenaires techniques et financiers,
- 1 représentant, par pays membre, des organisations non gouvernementales qui y interviennent dans le domaine de l'Education non formelle,
- 1 représentant, par pays membre, des associations professionnelles qui y interviennent dans le domaine de l'Education non formelle,
- 1 membre, personne physique, coopté
- L'Administrateur Général de la Fondation.

Le Conseil de Fondation peut comprendre, sur sa décision approuvée par l'unanimité des membres de son Conseil restreint, des membres observateurs ou des membres associés avec voix consultative.

Les Ministres ou leurs représentants réunis en Conseil restreint des pays membres sont chargés de coopter les représentants des autres catégories de membres du Conseil de Fondation dans les conditions précisées dans le Règlement intérieur du Conseil de Fondation.

Chacun des membres du Conseil de Fondation a une voix délibérative, à l'exception de l'Administrateur Général, des membres observateurs ou associés et des représentants des organisations non gouvernementales ou des associations professionnelles qui disposent d'une voix consultative.

Le secrétariat du Conseil de Fondation est assuré par le l'Administrateur Général de la Fondation.

Les membres du Conseil de Fondation élisent parmi les Ministres un Président et un Vice-Président pour un mandat de deux ans.

Le renouvellement de ces mandats obéit au principe de la rotation.

Article 11. Durée du mandat

La durée du mandat des membres du Conseil de Fondation est de deux ans. Le mandat des membres du Conseil, à l'exception de celui exercé par les ministres est renouvelable au maximum deux fois consécutivement.

Les premiers membres du Conseil de Fondation, à l'exception des Ministres sont, après cooptation, désignés par tirage au sort, pour moitié pour un mandat d'un an et, pour moitié, pour un mandat de deux ans, de sorte que le Conseil sera partiellement renouvelé tous les ans. Les mandats sont toujours renouvelés pour une durée de deux ans.

Article 12. Perte de la qualité de membre du Conseil de Fondation

La qualité de membre du Conseil de Fondation se perd, selon le cas, par la démission, le retrait, l'exclusion, la dissolution ou la disparition de la personne morale représentée, la révocation du représentant par le Conseil pour faute grave, son empêchement constaté par le Conseil et rendant indisponible le représentant pour au moins deux sessions ordinaires consécutives, le constat de trois absences consécutives non justifiées et le décès.

En cas de perte de la qualité de membre, le membre concerné est remplacé dans les mêmes conditions que celles d'un renouvellement pour la durée du mandat restant à couvrir.

Article 13. Gratuité de fonctions

Les fonctions de membre du Conseil de Fondation sont exercées à titre gratuit.

Article 14 (Modifié)

Le Conseil de Fondation est l'organe suprême de la Fondation. Il en est l'instance d'orientation, de délibération et de décision.

Il est investi d'une mission générale de réalisation des buts de la Fondation, d'affectation à cette réalisation des biens et ressources de la Fondation et de surveillance de leur gestion.

Il est ainsi notamment chargé :

- de l'orientation générale des activités de la Fondation;
- de l'adoption du Règlement intérieur de la Fondation;
- de l'adoption et du contrôle de l'application du Manuel de procédures administratives, financières et comptables de la Fondation;
- de la nomination de l'Administrateur Général et de la fixation de sa rémunération;
- du choix de l'Auditeur externe et de la fixation de sa rémunération;
- de la responsabilité générale de veiller à la bonne gestion du fonds de capital, à son placement le plus avantageux et à l'utilisation optimale de ses revenus;
- de la responsabilité d'oeuvrer pour accroître le fonds de capital à travers une politique appropriée de mobilisation de fonds;
- de l'adoption du budget et du programme annuels d'activités présentés par l'Administrateur Général;
- de l'approbation de comptes annuels et des résultats d'exercice présentés par l'Administrateur Général;
- de la délivrance du quitus à l'Administrateur Général pour sa gestion;
- de l'acceptation des dons, legs et autres libéralités faits à la Fondation;
- de l'approbation d'un code de déontologie régissant le comportement des membres du Conseil;
- de la nomination des Experts du Conseil;
- de la création de tout nouvel organe ou structure tels, notamment, en cas de besoin, un comité scientifique consultatif, des antennes locales ou nationales ou des bureaux régionaux.

Article 15. Sessions

Le Conseil de Fondation se réunit deux fois par an en sessions ordinaires et, autant de fois que de besoin en sessions extraordinaires sur convocation de son Président selon son initiative, ou à la demande de l'Administrateur Général adressée au Président du Conseil.

Le Président peut inviter aux réunions du Conseil, avec voix consultative, toute personne non membre du Conseil, s'il l'estime nécessaire.

Un membre absent ne peut être représenté que par un autre membre du Conseil muni d'une procuration écrite signée de lui-même. Aucun membre ne peut détenir et utiliser plus de deux procurations.

Article 16

Le Président dirige les réunions du Conseil. Il veille au respect de l'ensemble des dispositions des présents statuts. Le vice-Président dirige les réunions du Conseil en cas d'empêchement du Président.

Le secrétariat du Conseil est assuré par l'Administrateur Général qui dresse un procès-verbal de toute réunion, signé du Président, de lui-même et de deux autres membres du Conseil.

Article 17. Conseil restreint

Le Conseil restreint est une formation du Conseil de Fondation composée des seuls ministres chargés de l'Éducation de base ou de leurs représentants.

Il est une instance de concertation, d'orientation, d'harmonisation, de décision et d'approbation de certaines décisions du Conseil de Fondation. Il a pour mission :

- d'établir le consensus entre ses membres sur les grandes orientations du Conseil de Fondation et sur les différents points de l'ordre du jour de ce Conseil,
- de faciliter l'harmonisation des politiques et des activités mises en oeuvre dans les pays membres en matière d'éducation non formelle,
- d'aider le Conseil de Fondation à assurer ses fonctions, en participant à l'orientation générale des activités de la Fondation et en particulier, à la mise en oeuvre de mandats précis.

Le Président et le Vice-Président du Conseil de Fondation assurent respectivement les fonctions de Président et de Vice-Président du Conseil restreint.

Article 18. Quorum, majorités

Le Conseil de Fondation ne délibère valablement que si, outre son Président ou son in-terimaire, au moins 2/3 de ses membres avec voix délibérative incluant au moins 2/3 des Ministres chargés de l'Éducation de base ou leurs représentants sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint à la suite d'une nouvelle convocation émise au bout d'un délai de quinze jours, le Conseil se réunit valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf dans les cas suivants :

- modification des statuts de la Fondation
- dissolution de la Fondation
- admission d'un nouvel Etat membre
- exclusion d'un Etat membre
- déplacement du siège de la Fondation
- révocation de l'Administrateur Général de la Fondation.

Dans ces derniers cas, le quorum est celui des 2/3 des membres avec voix délibérative incluant obligatoirement les 2/3 des Ministres chargés de l'éducation de base ou leurs représentants dûment mandatés.

Le Conseil de Fondation statue à la majorité simple des membres présents ou représentés, sauf dans les cas de modification des statuts ou dissolution de la Fondation , ou dans les cas d'admission d'un nouvel Etat membre, d'exclusion d'un Etat membre, de déplacement du siège de la Fondation ou de révocation de l'Administrateur Général prévus respectivement aux articles 2, 3, 6 et 21 des présents statuts; chaque membre disposant d'une seule voix. Dans ces cas, la majorité requise est des 2/3 des membres présents ou représentés incluant les voix des représentants des 2/3 des Ministres.

Les décisions prises par le Conseil de Fondation en application des dispositions de l'alinéa précédent ne sont définitives qu'après avoir été approuvées par le Conseil restreint statuant à la majorité des 2/3 de ses membres sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 des présents statuts; le quorum étant constitué par les 2/3 des membres du Conseil restreint incluant les 2/3 des Ministres ou leurs représentants.

En cas de partage des voix, celle du Président ou de son intérimaire est prépondérante.

Article 19 (Modifié). Les Experts

Des Experts sont nommés par le Conseil de Fondation en vue de permettre au Conseil de s'appuyer sur leur expertise pour un exercice plus efficient de ses fonctions. Ces Experts ont la responsabilité de recueillir l'information pertinente eu égard aux missions du Conseil de Fondation et de l'étudier afin de faire des recommandations au Conseil.

Ils sont cooptés par le Conseil de Fondation compte tenu de leur expertise et de leurs spécialisations.

Sont nommés les Experts suivants :

- Un Expert financier: chargé d'assister le Conseil de Fondation, dans l'exercice de ses responsabilités financières, à travers notamment l'encadrement qu'il dispense aux gestionnaires délégués du fonds de placement de la Fondation. L'Expert assure également une mission de vérification permanente notamment en veillant à l'accomplissement correct des tâches confiées aux vérificateurs externes de la Fondation.

-- Deux Experts scientifiques; chargés d'assister le Conseil de Fondation dans l'exercice de ses responsabilités scientifiques et, notamment, de donner un avis sur les dossiers à l'étude.

Ces experts sont des personnes ressources cooptées par le Conseil de Fondation. Dans l'exercice de leurs fonctions, Ils se réunissent seuls ou participent, aussi souvent que nécessaire, aux réunions du Conseil de Fondation.

Les fonctions d'experts sont rémunérées selon un taux arrêté par le Conseil de Fondation.

CHAPITRE II. L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Article 20. L'Administration Générale

L'Administration Générale comprend l'Administrateur Général, un personnel d'appui technique et un personnel de soutien.

Les conditions de recrutement et de rémunération ainsi que les règles relatives au statut de ces deux catégories de personnel sont précisées dans le Manuel de procédures de la Fondation.

Article 21. Nomination de l'Administrateur Général

L'Administrateur Général est nommé, sur la base d'un contrat de deux ans renouvelable, par le Conseil de Fondation. Il est nommé après un appel international de candidatures ouvert aux ressortissants des pays membres et répondant aux qualifications requises. Le Manuel de procédures de la Fondation définit les termes de référence, les qualifications ainsi que la procédure de sélection de l'Administrateur Général.

L'Administrateur Général est obligatoirement une personne physique, ressortissant d'un pays membre et ne possédant pas la nationalité du pays hôte de l'Administration Générale.

Il doit jouir d'une expérience avérée dans le domaine de l'Education non formelle.

Il est choisi en dehors des membres du Conseil de Fondation qui peut le révoquer à tout moment à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés incluant les voix de tous les Ministres chargés de l'éducation de base ou de leurs représentants.

Article 22. Attributions de l'Administrateur Général

L'Administration Générale est l'organe exécutif de la Fondation chargé de la mise en oeuvre des décisions arrêtées par le Conseil de Fondation et des mandats que lui confie ce Conseil dans le domaine de l'éducation non formelle.

L'Administrateur Général est dans ce cadre chargé de l'administration et de la gestion des activités et du patrimoine de la Fondation dans les limites et selon les modalités prévues par les présents statuts et le Manuel de procédures.

En dehors des compétences exercées par le Conseil de Fondation, il exerce en toute responsabilité, le pouvoir d'intervenir dans la gestion administrative et financière courante de la Fondation. Il met en oeuvre à cet égard les pouvoirs nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

Il est chargé notamment :

- de mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires à la réalisation des buts de la Fondation;
- de collaborer avec le Conseil de Fondation à la mobilisation des fonds;
- d'administrer le personnel d'appui technique et de soutien;
- d'établir le lien entre le Conseil de Fondation et l'Administration Générale;
- de préparer les dossiers qui doivent être soumis à l'examen du Conseil de Fondation;
- de participer aux réunions du Conseil de Fondation et donner suite à ses décisions;
- de traduire la mission de la Fondation en une stratégie à long terme et en programmes d'action à court terme;
- de planifier et de coordonner les activités de la Fondation en veillant au fonctionnement harmonieux de ses diverses instances;
- d'assurer la gestion quotidienne de la Fondation par la planification, la gestion des ressources humaines, l'offre de contrats de services, l'évaluation et le contrôle des opérations ainsi que la gestion financière;
- d'assurer la réalisation des programmes d'intervention de la Fondation en fonction des plans approuvés et des ressources disponibles;
- d'assurer les missions nécessaires auprès des partenaires extérieurs;
- de co-signer les chèques avec le responsable financier;
- de soumettre au Conseil de Fondation un bilan annuel de la gestion administrative, financière et comptable de la Fondation;
- de préparer et de soumettre à l'adoption du Conseil de Fondation le budget et le programme annuels d'activités de la Fondation et d'exécuter le budget en recettes et dépenses;
- de proposer au Conseil de Fondation toutes études nécessaires à l'amélioration des activités et performances de la Fondation;
- de tenir, conformément aux normes comptables applicables, les livres de comptes et les dossiers relatifs à sa gestion.

Article 23

L'Administrateur Général représente la Fondation dans tous les actes de la vie civile et auprès des juridictions.

Article 24

L'Administrateur Général est responsable de la bonne conduite des activités de la Fondation. Il veille à l'application rigoureuse des statuts, du Règlement intérieur et du Manuel de procédures. Sa responsabilité peut être engagée lorsque la Fondation est amenée à poursuivre un but autre que celui pour lequel elle a été créée.

Article 25

Lorsque la faute commise par l'Administrateur Général est une faute grave, la sanction encourue est la révocation par le Conseil de Fondation. L'initiative de la révocation est prise par le Président du Conseil. Le Conseil désigne en conséquence, au sein de l'Administration Générale, un intérimaire dont le mandat ne peut excéder 6 mois. La procédure de nomination d'un nouvel Administrateur Général devra impérativement être achevée avant l'expiration de ce délai.

Article 26

Les dispositions de l'article 25 s'appliquent pour la désignation d'un Administrateur Général intérimaire dans les cas de décès ou de démission de l'Administrateur Général.

Article 27

L'Administrateur Général veille à la bonne application de Manuel de procédures ainsi qu'à l'exécution correcte des engagements contractuels de la Fondation.

Article 28 (Modifié). Le personnel d'appui technique

Le personnel d'appui technique de l'Administration Générale comprend un responsable financier, un expert en programmes et un expert en formation, en documentation et en communication tous nommés par le Conseil de Fondation, après appel d'offres international, parmi les ressortissants des pays membres.

- Le responsable financier : Il est nommé pour un mandat d'un an renouvelable.

Il exerce des responsabilités administratives, comptables et financières.

Il est à ce titre notamment chargé de tenir à jour les registres comptables, de co-signer les chèques avec l'Administrateur Général et d'exécuter les dépenses conformément au Manuel de procédures.

- L'Expert en programmes : Il est nommé pour un mandat d'un an renouvelable. Il est chargé d'assurer la conception, la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et activités de la Fondation.

- L'Expert en formation : Il est nommé pour un mandat d'un an renouvelable. Il est notamment chargé :

- d'élaborer le programmes de formation de la Fondation,
- d'assurer la coordination des activités de formation de la Fondation,

- d'harmoniser les programmes de formation dans les pays membres.
- L'Expert en documentation et communication : Il est nommé pour un mandat d'un an renouvelable. Il est notamment chargé :
 - d'établir les contacts avec les comités nationaux et d'en assurer le suivi,
 - de constituer un fonds documentaire propre à la Fondation,
 - d'assurer la centralisation des bases de données nationales.

Article 29. Le personnel de soutien

Les membres du personnel de soutien nécessaires à l'Administration Générale sont nommés, chacun en ce qui le concerne, par l'Administrateur Général sur la base d'un contrat d'un an renouvelable, avec 6 mois de période probatoire pour la première année, après appel de candidatures au niveau du pays du siège de la Fondation.

Article 30. Les comités nationaux d'appui technique

Les comités nationaux d'appui technique sont des organes d'appui-conseil créés auprès des Ministres chargés de l'éducation de base dans les pays membres.

Ils sont constitués :

- du coordonnateur national,
- d'experts nationaux en éducation non formelle,
- de techniciens de ministères chargés de l'éducation de base,
- de représentants d'organisations non gouvernementales spécialisées en éducation non formelle,
- de personnes ressources.

Le coordonnateur national, Président du comité national est nommé par le Ministre chargé de l'éducation de base dans chaque pays membre. Il est choisi parmi les techniciens des ministères qualifiés en éducation non formelle.

Article 31

Placé sous le contrôle du Ministre de l'Education de base, le comité national tient des réunions trimestrielles. Il met en œuvre un rôle de consultation-conseil auprès du Ministre et d'exécution de tâches ponctuelles. Il entretient des relations étroites avec l'Administration Générale de la Fondation. Les fonctions exercées par les membres du comité national sont gratuites.

Article 32. Les comités nationaux de concertation

Le comité national de concertation est une instance créée au niveau de chaque Etat membre dont le but est d'harmoniser les interventions sur le terrain au moyen de la systématisation des échanges entre les différents acteurs de l'éducation non formelle.

Le comité regroupe les organisations non gouvernementales, les organismes de recherche, les acteurs du secteur privé, les associations, les communautés de base et certains services de l'Administration.

Le Comité exerce un rôle de coordination, d'information et de conseil auprès du Ministère chargé de l'éducation de base dans chaque pays membre. Il oeuvre notamment dans les directions suivantes :

- promouvoir les expertises nationales,
- aider au développement de programmes appropriés en éducation non formelle,
- constituer une base de données/indicateurs.
- constituer et actualiser un fichier d'experts, notamment, en éducation de base.

Il tient deux rencontres annuelles sur convocation du Président du Bureau élu par le Comité.

L'Administrateur Général de la Fondation coordonne les activités des Comités nationaux et reçoit de ces derniers des rapports annuels et activités.

Les Comités nationaux de concertation sont appelés à évoluer pour intégrer les structures ou Comités nationaux d'appui technique.

Les fonctions des membres des comités sont assurées à titre gratuit.

Article 33. Manuel de procédures

Les procédures administratives, financières et comptables régissant le fonctionnement de l'Administration Générale, les attributions du personnel qui lui est rattaché et les modalités de recrutement de ce personnel seront définies dans le Manuel de procédures administratives, financières et comptables de la Fondation, adopté par le Conseil de Fondation.

Article 34

Le Manuel de procédures doit être adapté aux techniques de gestion moderne et doit demeurer conforme aux accords de dons ainsi qu'aux conventions de mise à disposition de fonds.

Le Manuel doit préciser le cadre organisationnel de la Fondation, les procédures de financement, de suivi et d'évaluation des projets ou des interventions, les conditions de mobilisation et de placement des fonds et les modalités de gestion des comptes. Le Manuel de procédures doit définir les critères de sélection compétitive des projets et décrire les conditions de circulation des informations et des documents ainsi que leurs modalités d'approbation, d'enregistrement et d'archivage.

Article 35

L'application du Manuel de procédures doit contribuer à la maîtrise de la gestion de la Fondation et à assurer la protection de son patrimoine grâce à un contrôle interne et externe adéquat.

Le Manuel de procédures administratives, financières et comptables couvre notamment les aspects suivants :

- l'organisation de la Fondation,
- la mobilisation et le placement des fonds de capital,
- l'utilisation des revenus du fonds de capital,
- la gestion du portefeuille de la Fondation,
- l'établissement des contrats de services pour des actes de vérification, la gestion du portefeuille et l'Audit externe,
- les opérations de trésorerie,
- les procédures d'allocation de subventions,
- les procédures de décaissement, de suivi et d'évaluation,
- les procédures relatives au recrutement, à la gestion du personnel et au traitement de salaires,
- les procédures de gestion budgétaire,
- les procédures d'archivage,
- les assurances, voyages et séjours,
- les schémas de comptabilisation des principales opérations,
- les normes relatives à la détermination du taux financier des charges administratives globales,
- la création et le fonctionnement des fonds spécifiques.

TITRE III. RESSOURCES, GESTION ET CONTRÔLE DES RESSOURCES DE LA FONDATION

Article 36. Ressources

La Fondation doit oeuvrer aux fins de s'assurer un niveau de ressources suffisant pour lui permettre de remplir sa mission, de préserver son autonomie et de garantir sa pérennité.

Les ressources de la Fondation proviennent notamment :

- d'un fonds de capital constituant la dotation initiale de la Fondation,
- des revenus du fonds de capital,
- de subventions des Etats membres,
- de subventions de partenaires au développement,
- de subventions du secteur privé,
- de dons et libéralités effectuées par des personnes physiques ou morales,
- de revenus tirés de la gestion des ressources pluriannuelles mises à la disposition de la Fondation ou de l'usufruit de fonds spécifiques créées au sein de la Fondation par des personnes physiques ou morales,
- de subventions privées provenant d'autres Fondations ou fonds notamment de soutien à l'éducation non formelle,

- de subventions de banques ou d'organismes internationaux,
- de legs.
- de produits d'activités générant des ressources limitées au profit de la Fondation.

Les Etats membres peuvent libérer par tranches leur contribution au fonds de capital selon les modalités décidées par le Conseil de Fondation en conformité avec les dispositions des présents statuts et du Manuel de procédures.

Article 37. Dotation initiale et inaccessibilité du capital

La Fondation ne pourra en aucun cas avoir accès au capital. Ce capital est inaliénable. Il est constitué par la dotation initiale apportée à la Fondation sous forme d'apports en numéraires. Le Conseil de Fondation peut décider de l'augmentation du capital de la Fondation. Dans ce cas le Conseil de Fondation peut décider de l'acceptation d'apports en nature consistant en des biens meubles ou immeubles susceptibles d'une évaluation pécuniaire et dont la propriété est transférable.

L'apport en nature est évalué par un commissaire aux apports désigné par le Conseil parmi les membres d'un ordre d'experts et évaluateurs agréés et qui doit, au terme de son intervention, soumettre au Conseil de Fondation pour appréciation et approbation, un rapport d'évaluation établi selon les règles et critères internationalement reconnus.

Le bien en nature doit être apporté en pleine propriété et par un acte authentique.

Article 38 (Modifié). Structures des fonds

Les ressources de la Fondation sont logés dans des comptes ouverts auprès des banques commerciales et établissements financiers. Elles sont réparties entre trois catégories de fonds :

- un fonds spécial,
- un fonds de programmes,
- un fonds de roulement.

Le fonds spécial est un fonds de capital qui recueille les apports en capital des Etats qui s'élèvent, pour chaque Etat membre, à 10 millions de dollars US. La part de capital de chaque Etat est libérée par tranches annuelles sur une durée de 5 ans correspondant en principe à celle de la phase transitoire de fonctionnement de la Fondation.

Les revenus de ce fonds de capital sont recapitalisés.

Les contributions éventuelles en capital que pourraient apporter des partenaires financiers durant la phase transitoire seront versées dans le fonds spécial et leurs revenus recapitalisés.

Le fonds de programmes est un fonds distinct qui reçoit les contributions diverses des partenaires au développement et des donateurs de la Fondation. Il est destiné au financement d'activités ou de programmes durant la phase transitoire.

Le fonds de roulement recueille une partie des ressources inscrites au fonds de programme correspondant en principe, et au plus, au dixième de ces ressources selon une clé de répartition arrêtée et périodiquement révisée par le Conseil de Fondation.

Le fonds de roulement est destiné à couvrir annuellement les charges administratives de fonctionnement de la Fondation durant la phase considérée.

Le budget de la Fondation est un document unique réunissant le budget affecté au fonctionnement de la Fondation et le budget consacré aux programmes d'intervention de celle-ci. Il retrace annuellement les prévisions d'utilisation des ressources de la Fondation. Il est préparé par l'Administration Générale et adopté par le Conseil de Fondation.

Les règles relatives à la création et au fonctionnement de ces fonds et comptes correspondants seront précisées dans le Manuel de procédures de la Fondation.

Article 39 (Modifié)

Le capital de la Fondation est placé sur les marchés financiers internationaux incluant l'Afrique compte tenu des rendements attendus et des niveaux de risques jugés acceptables par la Fondation et en placements garantis auprès des établissements financiers et bancaires selon un taux de répartition déterminé par le Conseil de Fondation. Ce taux peut être corrigé par le Conseil.

A cette fin l'expert financier du Conseil de Fondation assistera le Conseil dans la désignation d'une ou de deux sociétés de courtage selon le volume du portefeuille à gérer et, dans le choix, avec ces sociétés, des critères de gestion les plus avantageux.

Les règles relatives à la gestion des fonds, à la désignation des sociétés de courtage après appel d'offres international et à l'établissement de contrats liant ces sociétés à la Fondation seront précisées dans le Manuel de Procédures de la Fondation.

Article 40

L'utilisation des ressources de la Fondation doit tendre à la réalisation des objectifs définis par les présents statuts. Toute utilisation contraire est considérée comme un détournement d'objectifs et passible de sanctions.

Article 41

Pour assurer une gestion saine des ressources de la Fondation, l'Administrateur Général doit faire tenir sous sa responsabilité des livres comptables et conserver toutes les pièces justificatives de chaque opération effectuée. Il doit également faire établir des comptes annuels conformément aux normes comptables applicables. Il doit notamment, pour chaque exercice, faire établir :

- les Etats financiers et les annexes,
- l'inventaire des éléments d'actif et de passif,
- un rapport global sur la situation financière de la Fondation et ses perspectives à court, moyen et long termes.

Article 42

L'ensemble des documents comptables et financiers y compris ceux relatifs aux opérations de placement de fonds doivent être présentés au terme de chaque exercice, par l'Administrateur Général, au Conseil de Fondation pour approbation et, transmis à l'ensemble des contributeurs aux différents fonds de la Fondation.

Article 43. Audit externe

Il est procédé à un Audit externe annuel réalisé selon les normes internationales par un cabinet jouissant d'une notoriété établie, choisi et nommé par le Conseil de Fondation sur la base d'un contrat de 3 ans renouvelable, après appel d'offres international conformément aux dispositions pertinentes du Manuel de procédures.

L'Audit porte, non seulement sur les états financiers, sur la régularité et la sincérité des comptes de la Fondation, mais aussi sur l'état de ses dépenses et sur son système de contrôle interne. Les termes de référence de l'Audit externe doivent insister sur l'obligation, pour le cabinet d'audit, d'effectuer, dans le cadre de sa mission, une évaluation du contrôle et des procédures applicables.

Cette évaluation doit conduire à la présentation systématique d'un rapport contenant des recommandations appropriées destinées à l'amélioration du contrôle interne ainsi que des procédures administratives, financières et comptables de la Fondation.

L'Auditeur présente au Conseil de Fondation, au terme de chaque exercice, un rapport contenant les résultats de ses travaux.

L'Auditeur externe ne peut être membre d'aucun organe de la Fondation ni appartenir à son personnel.

TITRE IV. MODIFICATION DES STATUTS -- DISSOLUTION DE LA FONDATION

Article 44. Modification des statuts

Les dispositions des présents statuts sont modifiées par le Conseil de Fondation à la majorité des 2/3 de ses membres présents ou représentés incluant les voix de tous les Ministres chargés de l'éducation de base non formelle. Le quorum requis à cet effet est de 2/3 des membres disposant d'une voix délibérative et incluant l'ensemble des Ministres chargés de l'éducation de base ou de leurs représentants.

Le texte des propositions de modification doit être communiqué aux membres du Conseil de Fondation quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Les modifications adoptées entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil restreint du Conseil de Fondation conformément aux dispositions de l'article 18 des présents statuts.

Le Conseil de Fondation informera les bailleurs de fonds et tous les membres fondateurs et donateurs de toutes les modifications statutaires intervenues.

Article 45 (Modifié). Modifications du Manuel de procédures et du Règlement intérieur de la Fondation

Les dispositions de l'article 44 s'appliquent dans les cas de modification du Règlement intérieur et du Manuel de procédures de la Fondation.

Article 46 (Modifié). Dissolution de la Fondation

Lorsque le but de la Fondation cesse d'être réalisable ou a été réalisé ou que le fonctionnement de la Fondation ne peut plus être assuré ou que la Fondation ait continué d'exercer ses activités en violation flagrante et grave des dispositions fondamentales de ses statuts et de son Manuel de procédures, le Conseil de Fondation se réunit en vue d'en prononcer la dissolution après avoir été convoqué par son Président.

La dissolution est prononcée après avis conforme du Conseil restreint statuant à la majorité des 2/3 de ses membres.

La dissolution n'est définitive qu'après approbation par le Conseil restreint statuant à la majorité des 2/3 de ses membres conformément aux dispositions de l'article 18 des présents statuts.

La décision de dissolution accompagnée d'une lettre explicative signée du Président du Conseil de Fondation et de deux autres membres de ce Conseil doit être, dans un délai de quinze jours, adressée à tous les Etats membres, aux membres fondateurs et donateurs et à tous les partenaires techniques et financiers.

La dissolution de la Fondation entraîne la liquidation de ses biens.

L'actif net résultant de la liquidation est attribué à une autre Fondation, ou à une association reconnue d'utilité publique poursuivant un but similaire ou connexe, désignées par le Conseil de Fondation lors de sa dernière réunion.

En aucun cas, les biens de la Fondation, y compris sa dotation initiale, ne pourront faire retour sous une forme ou sous une autre aux fondateurs, Etats, personnes morales ou personnes physiques ou, dans ce dernier cas, à leurs parents et alliés.

Le Conseil de Fondation désignera un liquidateur et fixera le mandat que celui-ci mettra en oeuvre sous la supervision de l'expert financier du Conseil de Fondation qui aidera ce dernier à nommer un contrôleur de la liquidation et à définir son mandat.

Le Manuel de procédures précisera les règles applicables à la procédure de liquidation des biens et de dévolution des actifs de la Fondation.

TITRE V. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 47

La Fondation jouit sur le territoire de chacun des pays membres des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses buts.

Ces privilèges et immunités qui doivent être reconnus par les Etats membres sont déterminés par le Conseil de Fondation. Celui-ci peut proposer aux pays membres des conventions à cet effet.

Dans le pays du siège, la Fondation, ainsi que le personnel de l'Administration Générale, jouissent des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice des fonctions se rapportant à l'institution.

Ces privilèges et immunités sont déterminés dans un accord de siège conclu entre la Fondation et le pays de siège.

Article 48

Un accord d'établissement est conclu entre la Fondation et tout pays non membre dans lequel la Fondation dispose d'un établissement ou d'une représentation.

TITRE VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 49. Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur provisoirement dès la signature, par les Etats parties à la Convention portant création de la Fondation et, définitivement, après sa ratification par ces mêmes Etats.

Les statuts entreront en vigueur vis-à-vis de tout nouvel Etat dès la notification de son adhésion à la Convention, par le dépositaire, aux autres Etats membres.

Article 50. Règlement intérieur

Les présents statuts seront complétés par un règlement intérieur de la Fondation.

Article 51. Règlement des différends

Les Etats membres parties à la Convention s'efforceront de régler leurs différends en ayant recours aux moyens pacifiques de règlement des différends conformément aux dispositions de l'article 33 de la Charte des Nations Unies, dans un esprit de bonne entente et de recherche de consensus dans le cadre des instances de la Fondation en particulier au sein du Conseil restreint du Conseil de Fondation.

Si le différend ne peut être réglé en application des dispositions du 1er alinéa du présent article, tout Etat qui en est partie peut le soumettre pour règlement à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats parties au différend ne conviennent de recourir à un tribunal arbitral.

TITRE VII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 52

Le présent texte des statuts de la Fondation est une version modifiée du texte initial de ces mêmes statuts. Il est établi en vue d'être appliqué durant la phase transitoire de fonctionnement de la Fondation. Ses dispositions tiennent compte des spécificités des principes d'organisation et de fonctionnement de la Fondation durant cette période.

Au terme de la phase transitoire, la version initiale des statuts s'appliquera, sous réserve des modifications que le Conseil de Fondation décidera éventuellement d'y introduire.

Fait à Dakar, le 15 décembre 2000

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT ESTABLISHING THE KARANTA FOUNDATION FOR THE
SUPPORT OF NON-FORMAL EDUCATION POLICIES

The Government of Burkina Faso,
The Government of the Republic of Mali,
The Government of the Republic of the Niger,
The Government of the Republic of Senegal,

Mindful of the provisions of the Charter of the Organization of African Unity (OAU) of 23 May 1963, which call for the promotion of unity and solidarity among African States,

Recalling that, at its thirty-second ordinary session, the Assembly of Heads of State and Government of the OAU, meeting in Yaoundé, Cameroon in June 1996, proclaimed a Decade of Education in Africa for the period 1997-2006 (resolution AHG/Res.251 (XXXI)) and that the programme of action for the latter was adopted in Algiers, Algeria, in July 1999 at the thirty-fifth session of the pan-African organization,

Bearing in mind the various regional and subregional instruments for African integration,

Desiring to find and to put into practice solutions which would enable the countries concerned, on the one hand, to offset the limitations of the formal education system and, on the other, to help the system, thanks to transfers of expertise from the non-formal sector, adapt to the educational challenges of the coming decades and gradually take over the bulk of the responsibility for generating and transmitting knowledge,

Considering the various initiatives of educational institutions at both the African and the international level, inter alia those taken within the framework of the meeting of Ministers of Education of Africa in Dakar (MINEDAF, June 1991), the forum of Ministers responsible for basic education, the establishment of the Observatoire des perspectives de Ségou and the United Nations System-wide Special Initiative for Africa (1996),

Have agreed as follows:

Article 1. Establishment

The countries which are parties to this Agreement do hereby establish an international non-profit public service institution which shall be called "Karanta Foundation for the support of non-formal education policies", hereinafter referred to as the Foundation.

This text includes the statutes of the Foundation as an annex.

Article 2. Purposes

The primary mission of the Foundation shall be to help Ministers responsible for non-formal basic education of countries which are parties to this Agreement with the design, development and implementation of non-formal education policies to meet the many needs

for training and employment expressed in these countries through joint deliberation and concerted action by the latter, by coordinating the efforts of the various actors involved, in partnership, in the development of education.

Article 3. Member States

The States members of the Foundation shall be the States which have signed the Agreement and have undertaken to contribute, within five years of the Foundation's establishment, their full share of the capital endowment, comprising 10 per cent of the total capital of the Foundation which shall amount to US\$ 30 million.

Any African country which is not a party to the Agreement may apply for membership in the Foundation and undertake, once it is admitted, to release its share of the voluntary contribution to the capital of the Foundation in annual instalments, during the remaining portion of the period established in article 3 of the Agreement.

At the end of the five-year period, any new member State must pay its voluntary contribution to the capital of the Foundation in full within three months of acceding to the Agreement.

Article 4. Headquarters

The headquarters of the Foundation shall be established in Bamako (Republic of Mali).

It may be transferred to any other member country by decision of the Foundation's Board rendered by a select group by a two-thirds majority of the members.

Article 5. Legal personality

The Foundation shall be a public organization under international law. It shall be a legal person enjoying full legal capacity at the international level.

It shall enjoy in the territory of each member State the legal capacity necessary for the performance of its functions and achievement of its purposes.

Article 6. Privileges and immunities

The Foundation shall enjoy in the territory of each member State such privileges and immunities as may be necessary for the performance of its functions and the achievement of its purposes.

In the host country, the Foundation and the staff of the General Administration shall enjoy such privileges and immunities as may be necessary for the unrestricted performance of functions relating to the institution.

Article 7. Duration

The Foundation shall be established for an indefinite period. It may, however, be dissolved in accordance with the provisions of its statutes.

Article 8. Entry into force

This Agreement shall enter into force provisionally upon signature by the founding member States and, definitively, upon ratification by these same States.

The Agreement shall enter into force with respect to any new State upon notification, by the depositary to the other member States, of such State's accession.

Article 9. Transitional arrangements

For the purpose of establishing the preliminary bodies of the Foundation, an ad hoc Steering Committee shall be created which shall be responsible, inter alia, for:

- Helping the Foundation's Board in its select group, to co-opt representatives of other member categories;
- Assisting the Foundation's Board with the selection and appointment of the Chief Executive Officer of the Foundation.

The ad hoc Steering Committee shall be established with the assistance of CRDI and in cooperation with the Ministries of basic education of the countries concerned.

Article 10. Deposit and registration

This Agreement and all related instruments of ratification or accession shall be deposited with the Government of the Republic of Mali; the latter shall transmit certified copies of the Agreement and of the Annex thereto to all member States and shall notify them of the deposit of instruments of ratification or accession.

The depositary Government shall register this Agreement with the Organization of African Unity and with the United Nations.

Article 11. Settlement of disputes

The States parties to the Agreement shall endeavour to settle their disputes by peaceful means in accordance with the provisions of article 33 of the Charter of the United Nations, in a spirit of harmony and seeking consensus within the framework of the forums of the Foundation, in particular within the select Board of the Board of the Foundation.

If the dispute cannot be settled in accordance with the provisions of paragraph I above, any State which is a party thereto may submit it for settlement to the International Court of Justice unless the States parties to the dispute agree to resort to an arbitral tribunal.

Done at Dakar (Republic of Senegal) on 15 December 2000, in one original French text and two copies for registration purposes.

In witness whereof, the Ministers representing the Governments of Burkina Faso, Mali, the Niger and Senegal have hereby signed this Agreement.

His Excellency Fidele M. Igentega
Minister of Basic Education and Literacy of Burkina Faso

His Excellency Moustapha Dicko
Minister of Education of the Republic of Mali

His Excellency Ibrahim Ary
Minister of National Education of the Republic of the Niger

Bécaye Diop
Deputy Minister of National Education responsible for literacy, technical education and vocational training of the Republic of Senegal

ANNEX TO THE AGREEMENT ESTABLISHING THE KARANTA FOUNDATION
FOR THE SUPPORT OF NON-FORMAL EDUCATION POLICIES

TEXT APPLICABLE DURING THE TRANSITIONAL PHASE

STATUTES OF THE KARANTA FOUNDATION FOR THE SUPPORT OF NON-
FORMAL EDUCATION POLICIES

PART I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. Purposes

The primary mission of the Foundation shall be to help Ministers responsible for non-formal basic education of countries which are parties to these statutes with the design, development and implementation of non-formal education policies to meet the many needs for training and employment expressed in these countries through joint deliberation and concerted action by the latter, by coordinating the efforts of the various actors involved, in partnership, in the development of education.

The purposes which the Foundation seeks to achieve shall include the following:

1. To promote development, implementation, assessment and monitoring of non-formal basic education policies tailored to target groups composed of young persons, women and men;
2. To stimulate action-oriented research;
3. To promote development of national expertise necessary for all strategic matters relating to the design and implementation of non-formal education;
4. To redress any lack of national expertise by bringing in regional expertise;
5. To encourage development of any innovation that can benefit the formal and non-formal education system as a whole;
6. To develop a strategy of sustainability of financial resources necessary for the performance of its mission;
7. To take into account, direct and coordinate the efforts being made in the area, including through various existing initiatives and by all the actors concerned, in particular non-governmental organizations;
8. To ensure complementarity between formal education and non-formal education.

PART II. MEMBER STATES, FOUNDING AND CONTRIBUTING MEMBERS, LANGUAGE, HEADQUARTERS AND DURATION

Article 2. Member States

The States members of the Foundation shall be the States which have signed the Agreement and have undertaken to contribute, within five years of the Foundation's estab-

ishment, their full share of the capital endowment, comprising 10 per cent of the total capital of the Foundation which shall amount to US\$ 30 million.

Any African country which is not party to the Agreement may apply for membership in the Foundation.

Applications shall be submitted directly or, between sessions, through the Chief Executive Officer; decisions on such applications shall be taken by the Board unanimously.

A decision shall not be definitive until it has been unanimously approved by the Ministers or their representatives, meeting in a select ministerial group of the Board.

Article 3

Membership shall be forfeited if a State denounces the Agreement establishing the Foundation or if a decision to that effect is taken by a two-thirds majority of the members of the Board, including representatives of two thirds of the States members of the Foundation; the country concerned shall be notified by the Chairman of the Board. The decision must be approved by the select Board with no more than one dissenting vote.

New member States shall be required to contribute \$1 million to the capital of the Foundation within the time frame and according to the procedures established by the Board.

Forfeiture by denunciation shall take effect 12 months after the date on which the country concerned gives notice of its denunciation.

Article 4. Founding members and contributing members

- The founding members shall be the States which have contributed, through their financial support, to the constitution of the initial endowment of the Foundation in accordance with the provisions of article 2 of these statutes.

A definitive list of founding members shall be drawn up by the Board at the end of the five-year period starting from the entry into force of these statutes for the purpose of enabling founding members to fully pay off their share of the contribution to the capital of the Foundation.

- The contributing members shall be the States or natural or legal persons, including technical and financial partners who have contributed to the capital fund or to resources of the Foundation and who have been co-opted by the Board.

The list of contributing members shall be drawn up and regularly updated by the Board.

Article 5. Working languages

The working language of the Foundation shall be French. The Board may decide to adopt any other language.

Article 6. Headquarters

The headquarters of the Foundation shall be established in Bamako (Republic of Mali).

It may be transferred to any other member country by decision of the Foundation's Board rendered by a select group by a two-thirds majority of the members.

A headquarters agreement shall be concluded between the Foundation and the host country of the General Administration.

Article 7. Legal personality

The Foundation shall be a public organization under international law. It shall be a legal person enjoying full legal capacity at the international level.

It shall enjoy in the territory of each of the member States the legal capacity necessary for the performance of its functions and achievement of its purposes.

Article 8. Duration

The Foundation shall be established for an indefinite period. It may, however, be dissolved in accordance with the provisions of its statutes.

PART III. ORGANIZATION AND OPERATION OF THE FOUNDATION

Article 9 (Amended). Bodies

The bodies of the Foundation shall be:

- The Board of the Foundation;
- The General Administration.

In addition, at the member country level, there shall be national committees for technical assistance or consultation and consultative or advisory authorities whose activities shall be coordinated by the Chief Executive Officer.

CHAPTER I. THE BOARD

Article 10 (Amended). Membership

The Board shall be composed as follows:

- The Minister responsible for basic education of each member country or a representative thereof;
- Three representatives of the principal technical and financial partners;
- One representative, by member country, of non-governmental organizations involved in the area of non-formal education;
- One representative, by member country, of professional organizations involved in the area of non-formal education;

- One co-opted member who is a natural person;
- The Chief Executive Officer of the Foundation.

The Board may, if it so decides and the decision is approved unanimously by members of its Select Board, include non-voting observer or associate members.

The Ministers or their representatives, meeting in the Select Board of member countries, shall be responsible for co-opting, on the conditions spelled out in the Board's rules of procedure, representatives of the other categories of Board member.

Except for the Chief Executive Officer, observer and associate members and representatives of non-governmental organizations and of professional associations, all of whom are non-voting members, every Board member shall have voting rights.

The Chief Executive Officer of the Foundation shall act as secretary of the Board.

The members of the Board shall elect, from among the Ministers, a Chairman and Vice-Chairman for a two-year term.

Renewal of these terms shall be subject to rotation.

Article 11. Term of office

The term of office of members of the Board shall be two years. The term of members of the Board, other than Ministers, shall be renewable for no more than two consecutive terms.

The first members of the Board with the exception of the Ministers, upon being co-opted shall draw lots to determine who will serve a one-year term and who will serve a two-year term - the numbers being equally divided - so that the Board shall be partially renewed every year. All terms shall be renewed for a period of two years.

Article 12. Loss of membership on the Board

Membership on the Board shall be lost through resignation, forfeiture, exclusion, dissolution or disappearance of the legal person represented, dismissal of a representative by the Board for gross negligence, or if the Board notes that something has occurred that will cause a representative to be unavailable for at least two consecutive ordinary sessions or finds that he has had three consecutive unauthorized absences, and, finally, through death.

In the event of the loss of membership, the member concerned shall be replaced by another, who shall be appointed under the same conditions as those for a renewal to serve out the remainder of the term.

Article 13. Free provision of services

The services of a member of the Board of the Foundation shall be provided free of charge.

Article 14 (Amended)

The Board shall be the supreme body of the Foundation. It shall be the advisory, deliberative and decision-making authority.

Its overall mission shall be to achieve the objectives of the Foundation, to allocate the Foundation's funds and resources to that end and to monitor how they are being used.

It shall be responsible for:

- Providing overall guidance for the activities of the Foundation;
- Adopting the rules of procedure of the Foundation;
- Adopting and monitoring the application of the Foundation's manual of administrative, financial and accounting procedures;
- Appointing the Chief Executive Officer and determining his or her remuneration;
- Selecting the External Auditor and determining his or her remuneration;
- Ensuring generally that capital funds are properly managed, well invested and that the revenue thereof is optimally used;
- Working to increase the capital funds through an appropriate fund-raising policy;
- Adopting the annual budget and programme of activities submitted by the Chief Executive Officer;
- Approving the annual accounts and performance reports submitted by the Chief Executive Officer;
- Issuing an acknowledgement to the Chief Executive Officer indicating that he has discharged his duties;
- Accepting gifts, bequests and other donations made to the Foundation;
- Approving a code of ethics governing the conduct of the members of the Board;
- Nominating the Experts of the Board;
- Establishing any new body or structure such as, inter alia, an advisory scientific committee, local or national units or regional offices.

Article 15. Sessions

The Board shall meet twice a year in regular session and as often as necessary in special session at the invitation of its Chairman on his or her initiative or upon request of the Chief Executive Officer addressed to the Chairman of the Board.

The Chairman may invite anyone who is not a member of the Board to attend the meetings in a consultative capacity should he or she deem it necessary.

An absent member may be represented by another member of the Board provided the latter has a written power of attorney signed by the absent member. No member may hold or use more than two powers of attorney.

Article 16

The Chairman shall conduct the meetings of the Board and ensure that all the provisions of these statutes are complied with. The Vice-Chairman shall conduct meetings of the Board in the event that the Chairman is unable to do so.

The Chief Executive Officer shall act as secretary of the Board and shall draw up the meetings minutes; the latter shall be signed by the Chairman, the Chief Executive Officer and two other members of the Board.

Article 17. Select Board

The Select Board shall be a group within the Board consisting solely of ministers responsible for basic education and their representatives.

It is a body for negotiation, guidance, harmonization, decision-making and approval of some decisions of the Board. It is responsible for:

-- Establishing consensus among the members on the overall guidelines of the Board and on the various items on the agenda;

-- Facilitating the harmonization of non-formal education policies and activities implemented in member countries;

-- Helping the Board perform its functions, by participating in the overall guidance of the activities of the Foundation and, in particular, in the implementation of specific mandates.

The Chairman and Vice-Chairman of the Board shall act as Chairman and Vice-Chairman respectively, of the Select Board.

Article 18. Quorum majorities

In order for deliberations to be valid at least two thirds of the voting members, including at least two thirds of the ministers responsible for basic education or their representatives, must be present at a meeting in addition to the Chairman or Acting Chairman.

If this quorum is not attained at a further meeting convened two weeks later, proceedings shall be deemed valid regardless of the number of members present or represented, except if they relate to:

-- An amendment to the statutes of the Foundation;

-- Dissolution of the Foundation;

-- Admission of a new State member;

-- Exclusion of a member State;

-- Relocation of the Foundation's headquarters;

-- Dismissal of the Chief Executive Officer of the Foundation.

In such an event, the quorum shall be two thirds of the voting members, including a mandatory two thirds of the ministers responsible for basic education or their duly mandated representatives.

The Board shall take decisions by a simple majority of the members present or represented, except if they relate to an amendment to the statutes or the dissolution of the Foundation, or if they relate to the admission of a new member State, the exclusion of a member State, the relocation of the headquarters of the Foundation or the dismissal of the Chief Executive Officer referred to, respectively, in articles 2, 3, 6 and 21 of these statutes, each member having a single vote. Should they relate to such matters, the required majority shall be two thirds of the members present or represented, including the votes of the representatives of two thirds of the ministers.

Decisions taken by the Board in accordance with the provisions of the above paragraphs shall not be final until they have been approved by the Select Board, deciding by a majority of two-thirds of its members in accordance with articles 2 and 3 of these statutes, the quorum being constituted by two thirds of the members of the Select Board, including two thirds of the ministers or their representatives.

In the event of a tie the Chairman or Acting Chairman shall cast the deciding vote.

Article 19 (Amended). Experts

Experts shall be appointed by the Board in order to enable the Board to draw on their expertise and thereby enhance its efficiency. These experts shall be responsible for gathering pertinent information concerning the Board's mission and reviewing it in order to make recommendations to the Board.

They shall be co-opted by the Board in the light of their expertise and areas of specialization.

The following experts shall be appointed:

-- A financial expert who will assist the Board in the performance of its financial responsibilities, inter alia, by training the managers handling the Foundation's investment funds. The expert shall also engage in ongoing monitoring and ensure that the tasks entrusted to external auditors of the Foundation are being properly performed;

-- Two scientific experts who will assist the board in the performance of its scientific responsibilities and in particular provide advice on files under review.

These experts shall be resource persons co-opted by the Board of the Foundation. In the performance of their functions, they shall meet on their own or participate, as often as necessary, in the meetings of the Board of the Foundation.

The experts shall be remunerated according to a rate established by the Board.

CHAPTER II. GENERAL ADMINISTRATION

Article 20. General Administration

The General Administration includes the Chief Executive Officer, a technical support staff and a support staff.

The conditions for recruitment and remuneration and the rules relating to the status of these two categories of staff shall be specified in the Foundation's manual of procedures.

Article 21. Appointment of the Chief Executive Officer

The Chief Executive Officer shall be appointed by the board, on the basis of a two-year contract - which may be renewed - following an international call for applications from nationals of the member countries who meet the necessary qualifications. The manual of procedures of the Foundation shall define the terms of reference, qualifications and selection procedure for the Chief Executive Officer.

The Chief Executive Officer must be a natural person, who is a citizen of a member country and who is not a national of the host country of the General Administration.

The Chief Executive Officer must have proven experience in the area of non-formal education.

The Chief Executive Officer shall be chosen from outside the membership of the Board, which may dismiss him or her at any moment by a majority of two thirds of the members present or represented, including the votes of all the ministers responsible for basic education or their representatives.

Article 22. Responsibilities of the Chief Executive Officer

The General Administration shall be the executive branch of the Foundation and shall be responsible for implementing the decisions made and the tasks assigned to it by the Board in the area of non-formal education.

The Chief Executive Officer shall, within this framework, be responsible for the administration and management of the Foundation's activities and assets within the scope and according to the procedures specified by these statutes and the manual of procedures.

In matters falling outside the scope of the Board's activities, he or she shall have full responsibility for the ordinary administrative and financial management of the Foundation. He or she shall do what is necessary to ensure the smooth operation thereof.

The Chief Executive Officer shall be responsible, inter alia, for:

- Mobilizing the human and material resources necessary for achievement of the Foundation's purposes;
- Collaborating with the Board on fund-raising;
- Managing the technical support and support staff;
- Establishing a link between the Board and the General Administration;
- Preparing the documentation which must be submitted to the Board for review;
- Participating in Board meetings and following-up on its decisions;
- Translating the Foundation's mission into a long-term strategy and into short-term programmes of action;
- Planning and coordinating the Foundation's activities and ensuring the smooth operation of its various agencies;
- Seeing to the daily management of the Foundation in terms of planning, human resource management, supply of service contracts, evaluation and monitoring of operations and also financial management;

- Seeing to it that the Foundation's programmes are implemented in accordance with approved plans and available funds;
- Seeing to it that external partners are kept informed, as necessary;
- Co-signing cheques with the financial official;
- Submitting an annual report on the administrative, financial and accounting management of the Foundation to the Board;
- Preparing the Foundation's annual budget and programme of activities and submitting it to the Board for adoption and implementing the budget as regards income and expenditure;
- Proposing to the Board such reviews as may be necessary in order to improve the Foundation's activities and performance;
- Keeping, in accordance with the applicable accounting standards, the account books and files relating to management thereof.

Article 23

The Chief Executive Officer shall represent the Foundation in any civil procedure and before the courts.

Article 24

The Chief Executive Officer shall be responsible for the good governance of the Foundation's activities. He or she shall ensure the strict application of the statutes, the rules of procedure and the manual of procedures. He or she may be held accountable should the Foundation pursue an objective different from the one for which it was created.

Article 25

If the offence committed by the Chief Executive Officer constitutes gross negligence the penalty shall be dismissal by the Board of the Foundation. The initiative for dismissal shall be taken by the Chairman of the Board. The Board shall then designate, within the General Administration, an Acting Chief Executive Officer for a term of up to six months. The nomination procedure for a new Chief Executive Officer must be completed prior to the end of this period.

Article 26

The provisions of article 25 shall apply for the appointment of an Acting Chief Executive Officer in the event of the death or resignation of the Chief Executive Officer.

Article 27

The Chief Executive Officer shall see to it that the manual of procedures is applied and that the Foundation's contractual commitments are properly implemented.

Article 28 (Amended). Technical support staff

The technical support staff of the General Administration shall comprise a financial officer, a programme expert and an expert on training, documentation and communications, all of whom shall be appointed by the Board, following an international vacancy announcement, from among nationals of member States.

- The financial officer shall be appointed for a renewable one-year term.

He or she shall perform administrative, accounting and financial duties.

He or she shall, accordingly, be responsible for bookkeeping, co-signing cheques with the Chief Executive Officer and spending funds in accordance with the manual of procedures.

- The programme expert shall be appointed for a renewable one-year term.

He or she shall be responsible for the design, planning, monitoring and evaluation of the programmes and activities of the Foundation.

- The training expert shall be appointed for a renewable one-year term. He or she shall be responsible for:

- Developing the Foundation's training programmes;

- Ensuring the coordination of the Foundation's training activities;

- Harmonizing training programmes in member countries.

- The documentation and communications expert shall be appointed for a renewable one-year term. He or she shall, be responsible for:

- Establishing contacts with national committees and ensuring follow-up;

- Putting together a documents collection for the Foundation;

- Ensuring the centralization of national databases.

Article 29. Support staff

The support staff members required by the General Administration shall each be appointed by the Chief Executive Officer on the basis of a renewable one-year contract, with a six-month probationary period for the first year, following vacancy announcements in the country where the Foundation has its headquarters.

Article 30. National technical support committees

The national technical support committees shall be support/advisory bodies established to assist the Ministers responsible for basic education in the member countries.

They shall be composed of:

- A national coordinator;

- National experts on non-formal education;

- Technical employees of the ministries responsible for basic education;

-- Representatives of non-governmental organizations specialized in non-formal education;

-- Information officers.

The national coordinator, Chairman of the national committee, shall be appointed by the Minister responsible for basic education in each member country. He or she shall be selected from among the technical employees of the ministries specializing in non-formal education.

Article 31

Under the supervision of the Minister of Basic Education, the national committee shall hold quarterly meetings. It shall act as consultant/adviser to the Minister and carry out selective assignments. It shall maintain close relations with the General Administration.

National committees shall provide their services for free.

Article 32. National consultative committees

A national consultative committee shall be established at the level of each member State; its objective shall be to harmonize interventions in the field by systematizing exchanges between the various actors involved with non-formal education.

It shall bring together non-governmental organizations, research institutions, private sector actors, associations, civil society and some services of the administration.

It shall provide coordination, information and advice for the Ministry responsible for basic education in each member country. It shall work to:

- Promote national expertise;
- Help develop appropriate non-formal education programmes;
- Put together a data/indicators base;
- Put together and update a list of experts in basic education.

It shall meet twice a year when convoked by the Chairman of the Bureau elected by the Committee.

The Chief Executive Officer shall coordinate the activities of the national committees; the latter shall submit annual reports on their activities to him.

The national consultative committees will evolve and become part of national technical support committees or structures.

Committee members shall provide their services for free.

Article 33. Manual of procedures

The administrative, financial and accounting procedures governing the operations of the General Administration, the responsibilities of its staff and the procedures for recruiting such staff shall be spelled out in the manual of administrative, financial and accounting procedures, adopted by the Board.

Article 34

The manual of procedures must be in line with modern management techniques and must remain in conformity with the endowment agreements as well as agreements on the allocation of funds.

The manual must specify the Foundation's organizational framework, the procedures for financing, monitoring and evaluating projects and interventions, the conditions for mobilizing and investing funds and account management procedures. The manual must spell out the criteria for competitive selection of projects and describe the conditions governing the distribution of information and documents and the procedures for approving, registering and archiving them.

Article 35

Application of the manual of procedures must help control management of the Foundation and protect its assets by providing for appropriate internal and external monitoring.

The manual of administrative, financial and accounting procedures shall cover the following aspects:

- Organization of the Foundation;
- Mobilization and investment of capital funds;
- Use of the income from capital funds;
- Management of the Foundation's portfolio;
- Preparation of service contracts for verification and management of the portfolio and external audits;
- Treasury operations;
- Procedures for allocating grants;
- Disbursement, follow-up and evaluation procedures;
- Procedures relating to recruitment, human resources management and handling of salaries;
- Budgetary management procedures;
- Archiving procedures;
- Insurance, travel and residence;
- Frameworks for accounting for major transactions;
- Standards relating to the determination of the financial rate of overall administrative expenses;
- Establishment and operation of specific funds.

PART III. RESOURCES, MANAGEMENT AND MONITORING OF THE FOUNDATION'S
RESOURCES

Article 36. Resources

The Foundation must work to ensure that it has sufficient resources to enable it to carry out its mission, maintain its autonomy and guarantee its sustainability.

The Foundation's resources shall, inter alia, come from:

- A capital fund composed of the initial endowment of the Foundation;
- Income from the capital fund;
- Contributions from member States;
- Contributions from development partners;
- Contributions from the private sector;
- Grants and donations from natural and legal persons;
- Income derived from the management of multi-year resources provided to the Foundation or from the usufruct of specific funds created within the Foundation by natural or legal persons;
- Private contributions coming from other foundations or funds, inter alia, those which support non-formal education;
- Contributions from banks or international organizations;
- Bequests;
- Proceeds from limited income-generating activities for the benefit of the Foundation.

The member States may release their contribution to the capital fund in instalments in accordance with the procedures decided on by the Board in conformity with the provisions of these statutes of the manual of procedures.

Article 37. Initial endowment and inaccessibility of capital

In no case may the Foundation have access to the capital. This capital shall be inalienable. It shall be constituted by the initial endowment made to the Foundation in the form of cash contributions. The Board may decide to increase the Foundation's capital, in which case it may decide to accept contributions in kind consisting of movable and immovable property which can be subject to financial appraisal and ownerships which can be transferred.

Contributions in kind shall be appraised by an auditor appointed by the Board from among the members of an association of certified experts and appraisers and who must, upon completion of his work, submit to the Board, for review and approval, an evaluation report drafted in accordance with internationally accepted rules and criteria.

Such property must be contributed in full ownership and by an official deed.

Article 38 (Amended)

The Foundation's resources shall be kept in open accounts with commercial banks and financial institutions. They shall be apportioned among three categories of funds:

- A special fund;
- A programme fund;
- A working capital fund.

The special fund shall be a capital fund comprising the States' capital contributions in the amount, for each member State, of US\$ 10 million. Each State shall release its share in annual instalments over a five-year period corresponding, in principle, to the transitional phase of the Foundation's operation.

The income from this capital fund shall be recapitalized.

Any capital contributions made by financial partners during the transitional phase shall be paid into the special fund and the income thereof shall be recapitalized.

The programme fund shall be a distinct fund receiving contributions from the various development partners and donors. It shall be used to finance activities and programmes during the transitional phase.

The working capital fund shall collect part of the resources to be used for the programme fund making up, in principle, no more than one tenth of these resources according to the formula for allocation determined and periodically revised by the Board.

The working capital fund shall be used annually to cover the Foundation's administrative operating costs during the phase in question.

The Foundation's budget shall be a single document combining the budget allocated for operation of the Foundation and the budget for the intervention programmes. It shall annually review the projections for the use of resources. It shall be prepared by the General Administration and adopted by the Board.

The rules relating to the establishment and operation of these funds and corresponding accounts shall be specified in the manual of procedures.

Article 39 (Amended)

The Foundation's capital shall be invested in international financial markets, including African markets, in the light of expected returns and the risk level deemed acceptable by the Foundation, and in guaranteed investment certificates with financial and banking institutions according to an allocation rate determined by the Board. The Board may adjust this rate.

To this end, the Board's financial expert shall help the Board select one or two brokerage firms according to the volume of the portfolio to be managed and choose, with these firms, the most advantageous management criteria.

The rules relating to fund management, selection of brokerage firms following an international invitation to tender and preparation of contracts between these firms and the Foundation shall be spelled out in the manual of procedures.

Article 40

The Foundation's resources must be used with a view to achieving the objectives set out by these statutes. Any other use shall be considered as a derogation from the objectives and shall be subject to penalties.

Article 41

To ensure the sound management of the Foundation's resources, the Chief Executive Officer must see to it that records are kept and that there is supporting documentation for each transaction performed. He or she must also ensure that annual records are prepared in accordance with applicable accounting standards and that, for each financial year, the following are prepared:

- Financial statements and notes thereto;
- A balance sheet of assets and liabilities;
- A comprehensive report on the Foundation's financial situation and the short-, medium- and long-term outlook.

Article 42

At the end of each financial year the Chief Executive Officer must submit all the accounting and financial documents, including those relating to capital investment transactions, to the Board for approval and send them to all those who have contributed to the various funds.

Article 43. External audit

An annual external audit shall be conducted in accordance with international standards by a reputable firm selected by the Board and hired under a renewable three-year contract following an international call for tenders in accordance with the relevant provisions of the manual of procedures.

The audit shall cover not only the Foundation's financial statements and the validity and authenticity of its accounts but also the statement of expenditures and its internal oversight system. The terms of reference of the external audit must emphasize the obligation on the part of the auditing firm to carry out, within its mandate, an assessment of control and relevant procedures.

This assessment must lead to the systematic submission of a report containing appropriate recommendations to improve the Foundation's internal oversight and its administrative, financial and accounting procedures.

At the end of each financial year, the auditor shall submit to the Board a report containing the results of his or her work.

The external auditor may not be a member of any organ of the Foundation nor a staff member thereof.

PART IV. AMENDMENT OF THE STATUTES -- DISSOLUTION OF THE FOUNDATION

Article 44. Amendment of the statutes

The provisions of these statutes shall be amended by the Board by a two-thirds majority of the members present or represented, including the votes of all Ministers responsible for non-formal basic education. The required quorum for this purpose shall be two thirds of the voting members and including all the Ministers responsible for basic education or their representatives.

The text of the proposed amendment must be communicated to the members of the Board at least two weeks before the date of the meeting.

The amendments adopted shall enter into force as soon as they are approved by the select Board of the Board in accordance with the provisions of article 18 above.

The Board shall inform all founding members and donors of any amendments to the statutes.

Article 45 (Amended). Amendments to the manual of procedures or to the rules of procedure

The provisions of article 44 shall apply in the event of an amendment to the rules of procedure or to the manual of procedures.

Article 46 (Amended). Dissolution of the Foundation

If the purposes of the Foundation cease to be attainable or have been attained or if the Foundation can no longer operate or has continued to perform its activities in flagrant and gross violation of the fundamental provisions of these statutes and of the manual of procedures, the Board, having been convened by its Chairman, shall meet for the purposes of ordering the dissolution of the Foundation.

The dissolution shall be ordered once the select Board has approved it by a two-thirds majority of its members.

The dissolution shall not be final until they have been approved by the select Board deciding by a majority of two thirds of its members in accordance with article 18 above.

The dissolution decision, together with a covering letter signed by the Chairman of the Board and two other Board members, must be sent within two weeks, to all member States, founding members and donors and to all technical and financial partners.

Dissolution of the Foundation shall entail the liquidation of its property.

The net assets resulting from the liquidation shall be assigned to another foundation or to an accredited public service organization pursuing a similar or related purpose selected by the Board at its last meeting.

In no event may the property of the Foundation, including its initial endowment, be returned in any form to the founders, States, legal persons or natural persons or, in the latter case, to their family members or relatives by marriage.

The Board shall designate a liquidator and establish the mandate which he or she shall implement under the supervision of the Board's financial expert; the expert shall help the Board to appoint someone to oversee the liquidation and to determine the latter's mandate.

The manual of procedures shall spell out the rules applicable to the procedure for the liquidation of the Foundation's property and devolution of its assets.

PART V. PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Article 47

The Foundation shall enjoy in the territory of each member State such privileges and immunities as may be necessary for the performance of its functions and the achievement of its purposes.

These privileges and immunities, which must be recognized by member States, shall be determined by the Board of the Foundation. The Board may propose to member countries agreements to that end.

In the host country, the Foundation and the staff of the General Administration shall enjoy such privileges and immunities as may be necessary for the unrestricted performance of functions relating to the institution.

These privileges and immunities shall be determined in a headquarters agreement concluded between the Foundation and the host country.

Article 48

An establishment agreement shall be concluded between the Foundation and any non-member country in which the Foundation has an establishment or representative office.

PART VI. FINAL PROVISIONS

Article 49. Entry into force

These statutes shall enter into force, provisionally, upon signature, by the States parties, of the Agreement on the establishment of the Foundation, and, definitively, after the ratification of the latter by these same States.

The statutes shall enter into force with respect to any new State upon notification, by the depositary to the other member States, of such State's accession to the Agreement.

Article 50. Rules of Procedure

These statutes shall be supplemented by the rules of procedure of the Foundation.

Article 51. Settlement of disputes

The States parties to the Agreement shall endeavour to settle their disputes by peaceful means in accordance with the provisions of article 33 of the Charter of the United Nations, in a spirit of harmony and seeking consensus within the framework of the forums of the Foundation, in particular within the select Board of the Board of the Foundation.

If the dispute cannot be settled in accordance with the provisions of paragraph 1 above, any State which is a party thereto may submit it for settlement to the International Court of Justice, unless the States parties to the dispute agree to resort to an arbitral tribunal.

PART VII. TRANSITIONAL ARRANGEMENTS

Article 52

This text of the statutes of the Foundation is an amended version of the initial text of these same statutes. It has been prepared in order to be applied during the transitional phase of the Foundation's operation. Its provisions take into account the specificities of the principles for the organization and operation of the Foundation during that period.

After the transitional phase, the initial version of the statutes shall apply, subject to any amendments the Board of the Foundation may decide to introduce.

Done at Dakar on 15 December 2000.